" vienne se ranger avec nous contre cette tyrannie moderne " Les vagues montent. Il est temps de plier les voiles ; il " ne reste plus qu'à charger les fusils, qu'à aiguiser les " sabres pour protéger la vraie liberté, pour l'empêcher de " s'abîmer sous cette tyrannie baptisée d'un nom nouveau !"

Certes, nous ne faisons pas aux promoteurs et aux loyaux champions du mouvement libéral en Europe l'injure de les confondre avec les radicaux. Nous savons distinguer parmi eux ; nous y saluons des esprits convaincus et des cœurs généreux. Mais nous ne saurions déplorer assez la triste connivence qui en associe un trop grand nombre à des actes dont ils ne sont pas les auteurs directs, mais dont ils porteront devant l'avenir la redoutable complicité.

Et nous disons ces choses avec d'autant plus de regrets et de douleur, que, si le parti libéral avait voulu être vraiment digne de son nom et accepter franchement et sans restriction sa devise et ses doctrines, il avait un rôle magnifique à jouer et des destinées incomparables à accomplir.

IV.

Evidemment, l'ère de la liberté, des sages réformes et des légitimes concessions était venue pour le monde européen. Les antiques traditions du pouvoir absolu n'étaient plus en harmonie avec les exigences et les besoins nouveaux de la société.

Nous ne voulons être injustes envers personne ; nous ne voulons pas mêler notre voix à d'injurieuses clameurs ; nous tenons à ne pas refuser aux grandes maisons souveraines qui ont si long-temps régi les destinées des nations occidentales, l'hommage qui est dû à leurs longs et illustres services. Mais il faut le reconnaître : les peuples attendaient une légitime émancipation. Des symptômes infaillibles l'annonçaient, et à part l'entraînement de l'exemple des contrées voisines et le progrès des idées, les cours d'Allemagne auraient dû se souvenir qu'en 1813 il avait fallu, pour rappeler les populations aux armes, faire résonner à leurs oreilles des promesses solennelles et des engagements qui devaient être inviolables.

Que les gouvernements eussent compris plus tôt les nécessités des temps ; que les représentants des idées constitutionnelles eussent compté sur la force des vœux populaires plus que sur les hasards de l'insurrection ; et l'Europe pouvait donner le spectacle auguste dont Rome a été le théâtre aux premiers et glorieux jours de l'avènement de Pie IX : à savoir l'accord unanime des sujets et des princes, resserrant leurs liens par de pacifiques révolutions, renouant une alliance nouvelle entre l'ordre et la liberté, retrempant le pouvoir et ennoblissant l'obéissance !

Nous savons bien qu'il n'en a pas été ainsi : que les princes n'ont pas eu cette prévoyante sagesse, et que les libéraux, les uns par faiblesse d'esprit, les autres par lâcheté de cœur, ceux-ci par vanité ignorante, ceux-là par trahison volontaire, ont fait avorter cette transition heureuse, qui devenait la paix du monde. Nous savons surtout qu'une solution aussi digne n'était pas le compte des démagogues, et qu'alors leurs excitations et leurs tentatives, en compromettant les libéraux, ont jeté presque fatalement, et par un contre-coup nécessaire, les gouvernements dans les voies de la résistance. De ce moment, la question ne s'est plus posée entre le progrès légitime et l'absolutisme dépassé ; elle s'est posée entre l'ordre et le désordre, entre l'anarchie et la société. Le progrès libéral a souffert des excès du radicalisme, et l'ordre a paru passer tout entier dans le camp du Pouvoir ; de telle sorte que le ban Jellachich a pu dire avec vérité aux députés de la Diète constituante, sous les murs de Vienne : " L'ordre, c'est l'empereur ! "

Ne dissimulons pas d'ailleurs qu'autour des Princes se groupent, et avec raison jusqu'à un certain point, ceux qu'on a voulu appeler *rétrogrades*, mot injurieux pour plusieurs, vrai pour un petit nombre, et qui, s'il s'entend seulement de quelques justes regrets pour une influence perdue, et d'une légitime aversion pour de détestables excès, n'a rien qui soit inacceptable. Il faut tenir compte de la nature humaine. L'Aristocratie allemande ou italienne, quelque générosité qu'on lui suppose, ne saurait assister sans regrets au renversement de son influence séculaire, surtout quand elle voit ses plus nobles représentants livrés au fer des assassins, au nom des idées qui la dépouillent. Nous en avons fait ici l'expérience, et tout le monde conviendra que c'était un mauvais moyen de convertir la noblesse de France à la liberté, que de la lui présenter avec le bonnet rouge et l'échafaud.

Voilà donc d'abord un triple conflit dans les Etats européens... L'autorité gouvernementale, le radicalisme démagogique et le faux libéralisme sont aux prises.

Mais ce n'est là que le premier plan de la scène. D'autres éléments d'une haute importance s'agitent encore, et tout compliquant la situation servent à l'agrondir. Nous devons les exptimer.

HENRY *de Riancey*.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 12 DECEMBRE 1848.

CE QU'IL FAUT AU BAS-CANADA.

Le *Witness* de Montréal nous invitant à reproduire un de ses articles sur : " Ce qu'il faut au Bas-Canada," nous nous rendons avec plaisir à sa demande. Nous reproduisons d'abord l'article en question, en le faisant suivre de quelques remarques que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs et de notre confrère du *Witness* : (la traduction de cet article appartient à l'*Echo des Campagnes*.)

" Dans notre dernier numéro, dit-il, nous avons fait allusion au peu de production du sol du Bas-Canada, nonobstant ses grands avantages naturels, comme la grande, ou peut-être la principale, cause de la prostration des affaires dans nos cités commerciales ; et nous avons montré que ce peu de production de notre sol est dû au manque de connaissances en agriculture, et au peu d'esprit d'entreprise de nos cultivateurs canadiens. Nous avons aussi remarqué que la mention seule de ce mal avait suggéré le remède, qui certainement doit être de répandre et augmenter les connaissances agricoles et l'esprit d'entreprise qui jusqu'ici leur a manqué.

" Les marchands de Québec et de Montréal ont à fournir, sous tous les rapports, à beaucoup plus que la moitié de la population de la Province-Unie ; et nous pensons que des efforts, pour augmenter les produits et conséquemment la consommation des six cent mille habitants à leurs portes, sont autant de leur devoir que les peines qu'ils se donnent pour s'assurer les affaires des quatre cent mille âmes à l'ouest de Kingston ; quoique certainement nous ne voulions pas donner une moindre valeur à leurs efforts dans cette dernière branche, pourvu qu'ils soient guidés seulement par les principes d'une compétition équitable.

" Mais comment doivent s'y prendre les marchands de Québec et de Montréal pour augmenter les connaissances agricoles, l'esprit d'entreprise des habitans, même quand ils le voudraient ; et quelle vraisemblance y a-t-il qu'un peuple, qui est cité proverbialement comme opposé à toute innovation, profiterait de ces efforts ? Nous répondrons que, même si les moyens à être employés étaient difficiles et couteux, et l'espoir de succès petit, que les avantages qu'on en retirerait sont si grands, que les moyens doivent toujours être essayés. Mais nous croyons que c'est le contraire, les moyens sont aisés et peu couteux, et la probabilité grande.

" Nous allons décrire, sans autre préface, le plan que nous ont suggéré quelques réflexions sur ce sujet.

" Nous croyons que l'on devrait former une association pour l'amélioration de l'agriculture dans le Bas-Canada, composée des classes suivantes d'hommes directement intéressés et qui retireraient un grand avantage de ces améliorations : 1o Les seigneurs qui ont intérêt à la prospérité de leurs censitaires ; 2o les curés, qui sans aucun doute, sont intéressés à la prospérité de leurs paroissiens, d'abord pour leurs paroissiens, et ensuite afin d'obtenir une honnête aisance eux-mêmes ; car si la terre produit peu, le curé ne reçoit que peu ; 3o les marchands de Québec et de Montréal et du pays en général, qui sont tous, comme nous l'avons déjà dit, directement intéressés à la prospérité du peuple avec lequel ils vivent ; 4o les propriétaires de biens fonds dans les villes et villages, dont la valeur des propriétés dépend directement du montant des affaires qui s'y font ; 5o tous patriotes et philantropes qui, sans intérêts personnels, désirent le bien-être des Canadiens-Français.

" Que la condition pour être membre (excepté pour les prêtres,) soit la souscription d'une petite somme, disons une piastre ou un louis par année, selon qu'il sera convenu, et qu'il soit entendu que les membres n'assument aucune responsabilité ou devoir autre que celui de former un comité central de gestion, avec autant de bureaux en différents endroits, qu'il sera trouvé nécessaire. Mais dans ces bureaux l'on devra faire attention à ne mettre que des hommes désintéressés et d'intelligence, afin de prévenir toute spéculation et injustice, et sur toutes autres affaires que celles qui ont raport à l'argriculture. Pour assurer la confiance des classes qui doivent principalement en retirer les avantages, nous pensons que moitié des membres de chaque bureau devrait être des Canadiens-Français et quelques uns (s'ils voulaient l'accepter) des membres du clergé catholique.

" Nous aurions donc une organisation convenable munie de fonds, et nous allons mentionner les objets pour lesquels ces fonds devraient être employés : 1o une série de petits traités sur l'agriculture en langue française devra être arrangée de la manière la plus claire, par des personnes entendues sur les principes du fermage, tels que l'égout des terres, leur engrais, rotations des récoltes, l'importance des récoltes en vert, la race des animaux et sur beaucoup d'autres sujets qui se présenteront d'eux-mêmes à celui qui connait tant soit peu le fermage. Les traités devraient mentionner seulement dans un " langage clair " les règles et résultats sur lesquels s'accordent les bons agriculteurs, et le nombre imprimé devrait être assez considérable pour que chaque habitant canadien-français en eût un numéro, disons chaque mois, pendant un ou deux ans ; et la distribution de ces traités ne serait nullement difficile, si le clergé catholique prêtait cordialement la main à ces efforts, car chaque curé pourrait en recevoir par le moyen de l'Evêque, et il pourrait aisément le distribuer à chaque habitant paroissien. L'on dira peut-être que l'habitant ne pourra le lire, même si on le lui met dans la main ; mais l'éducation a augmenté tellement que dans le district de Montréal, nous pensons qu'il y a dans chaque famille un membre qui sait lire ou au moins un proche voisin qui pourrait faire la lecture de ces livres ; et si leur curé le leur commandait, il n'y a aucun doute qu'on les lirait avec attention et qu'on les suivrait. 2o Si les moyens le permettaient et surtout si la législature donnait un aide, il devrait y avoir une ferme modèle dans chaque comté avec quelques uns des meilleurs animaux de chaque race pour améliorer les troupeaux des environs ; et la ferme modèle, bien conduite, payerait bien vite ses propres dépenses, même en ne retirant aucun revenu des animaux ; 3o il pourrait y avoir aussi des lecturers sur l'agriculture, qui parcoureraient le pays, tel qu'on l'a fait en Irlande ; ce qui a donné les meilleurs résultats.

" Si ces moyens ou d'autres semblables, qui sont à notre portée, étaient employés, nous ne doutons pas que le Bas-Canada ne produisit 3 à 4 fois autant qu'il le fait à présent ; le peuple serait mieux et plus heureux, et l'intérêt du commerce et l'industrie augmenteraient. Et aujourd'hui, que la tempérance et le désir de l'éducation se répandent rapidement dans le pays, c'est le temps pour de tels efforts. Est-ce que des hommes animés de l'esprit public, tels que M. le major Campbell, de St. Hilaire, l'hon. B. Joliette, de l'Industrie, J. Hays, écr., de Montréal et le Rev. père O'Reilly ne viendraient pas en avant pour se mettre à la tête de ce mouvement ? "

Tel est l'article du *Witness*. Nous devons reconnaître que notre confrère fait là preuve de bonnes intentions, et nous devons lui en tenir compte. Néanmoins nous ne saurions admettre, comme il le dit, que " *notre peuple soit cité proverbialement comme opposé à toute innovation.*" Il nous semble que, depuis quelques années, les Canadiens ont montré assez qu'ils ne sont pas rétrogrades pour stationnaires. S'ils eussent été *opposés à toutes innovations*, la loi des écoles fonctionnerait-elle ? La loi des municipalités aurait-elle réussi dans son fonctionnement ? Oh ! non ; c'est une erreur de prétendre que les innovations déplaisent aux Canadiens. Comme toutes les populations qui ont depuis longues années l'habitude d'un même genre de vie et de mêmes occupations, notre peuple a dû parfois éprouver quelque répugnance et quelque malaise à les changer et à adopter une méthode différente. Mais avouons que cette répugnance et ce malaise ont été bientôt surmontés, et que dès le moment que nos bons habitants ont compris que c'était leur intérêt que cherchaient les chefs du peuple, en leur proposant des innovations dans leurs habitudes et dans leur genre de vie, ils les ont acceptées cordialement, et ont montré depuis qu'ils savaient en apprécier tout le mérite et l'importance. On aura beau dire qu'il y a eu une forte opposition à ces innovations, nous répéterons toujours qu'elle n'a eu lieu qu'en quelques rares localités, et cela grâce aux doctrines trompeuses et mensongères de ces éteignoirs, dont, depuis, le peuple a su faire pleine justice.

Le *Witness* dit que "les curés sont intéressés à la prospérité de leurs paroissiens, d'abord comme paroissiens, et ensuite *afin d'obtenir une honnête aisance eux-mêmes.*" La première raison est bonne et la seule bonne. Car notre confrère doit savoir, et (s'il ne le sait pas) il voudra bien apprendre que nos prêtres, ne travaillant que pour le bonheur de leur prochain, ne pensent nullement à se procurer à eux-mêmes une *honnête aisance*. Il leur suffit d'avoir dequoi soutenir leur vie, le reste ne les occupe nullement ; et cela est si bien le cas, que nos prêtres sont presque tous pauvres, et n'ont nullement de superflu. Ceux d'entre eux qui sont plus à l'aise, ont obtenu ces biens par dons ou par héritages ; et encore ne nous imaginons pas que pour cela ils amassent des trésors. Il est en effet à la connaissance de tout le monde que ces bons pasteurs ne conservent pour eux que ce qui leur est strictement necessaire, et que le reste ils le distribuent aux pauvres ou l'emploient au soutien des maisons religieuses. Toutefois la grande majorité de nos prêtres est pauvre, et pourtant on ne les entend pas se plaindre, et pourquoi cela ? C'est qu'ils participent aux souffrances de leur troupeau ; quand celui-ci souffre, quand il a faim, quand il a soif, le pasteur, qui tire justement du peuple sa subsistance, souffre, a faim, a soif avec lui. Mais lorsque celui-ci obtient de bonnes récoltes et qu'il vit dans l'abondance, le pasteur continue à vivre dans l'économie et le stricte nécessaire. Ce qu'il peut avoir de trop, il le donne au pauvre, parcequ'il se dit que les richesses ne sont données à l'homme que pour secourir son semblable. Après cela, le *Witness* comprendra facilement qu'il importe peu au prêtre, en tant que simple individu, que le peuple soit pauvre ou qu'il soit riche : il verra que le pasteur n'est intéressé à la prospérité de son troupeau que pour celui-ci et pour celui-ci seul, et qu'ainsi il n'y a chez le prêtre aucun intérêt personnel quelconque.

Notre confrère propose de former un comité central, avec des bureaux ou comités sectionnaires, en aussi grand nombre qu'il sera jugé nécessaire. Le *Witness* a probablement oublié qu'il y a déjà dans le pays une association " La société d'agriculture du Bas-Canada," spécialement formée pour l'amélioration de l'agriculture. Est-ce que cette association ne suffirait pas pour l'objet que le *Witness* a en vue ? Est-ce qu'il serait même désirable de créer une nouvelle association à côté de celle qui existe déjà ? Nous ne le croyons pas ; et nous pensons que si le *Witness* s'était souvenu de cette société, il eût proposé d'en faire le centre de son système. — Quant aux bureaux ou comités sectionnaires ou locaux, est-ce qu'il faudrait en former de spéciaux pour cet objet ? Nous inclinerons à dire que non ; nous serions en effet porté à croire que les conseils municipaux dont les membres sont élus par le peuple seraient d'excellents comités locaux. Qui plus qu'eux seraient à même de connaître les besoins de l'agriculture dans leurs localités respectives, et les améliorations à y faire ? D'ailleurs les conseillers municipaux sont eux-mêmes soit des citoyens riches, des citoyens intelligents, et généralement des hommes des mieux instruits dans les paroisses. Ce sont encore là de puissantes raisons qui démontrent, selon nous, que les conseils municipaux sont des comités locaux tout trouvés. Enfin un dernier motif pour nous faire croire que les conseils municipaux devraient ici servir de comités locaux, c'est qu'il nous semble qu'il est mauvais de trop multiplier les pouvoirs et les autorités ; car ces autorités se heurtent et s'opposent, et delà des conflits et des retards regrettables.

Le *Witness* propose de faire employer les fonds de son association proposée, à publier une serie de petits traités sur l'agriculture, à établir des fermes modèles, et à faire faire, par tout le pays, des lectures sur l'agriculture. Pour les petits traités d'agriculture, notre confrère aurait dû citer le *Journal* français d'agriculture du Bas-Canada. Il nous semble qu'on ne saurait trouver un journal à meilleur marché, et d'ailleurs si la société avait des fonds, comme le dit le *Witness*, le journal pourrait se distribuer gratuitement. Ainsi sur ce point, le pays a déjà ce qu'il lui faut ; il suffirait seulement de patroniser le journal en lui fournissant tous les renseignements qui sont toujours indispensables à un journal d'agriculture. Quant aux deux autres objets, ce serait là quelque chose de fort désirable pour l'amélioration de l'agriculture.

Nous terminons-là nos remarques, en priant nos lecteurs et nos confrères de la presse de prendre le sujet en considération, et de suggérer ce qu'ils croiraient devoir contribuer à l'objet proposé.

ARRIVEE DU STEAMER BRITANNIA.

Le steamer *Britannia* est enfin arrivé le 8 à Boston. — Le marché aux grains était peu actif ; il y avait tendance à une baisse. A Liverpool, le blé blanc était à 8c. 4d. et 8c. 5d, le rouge à 7c. 6d. et 7c. 9 ; la fleur s'y vendait de 27c. à 30c. 6.

Le roi de Prusse paraît décidé à agir avec Berlin comme l'empereur d'Autriche a agi avec Vienne, qu'il traite, dit-on avec une grande cruauté. A Berlin, le roi et l'assemblée nationale sont en opposition ; le roi a voulu transférer le siège de l'assemblée à Brandebourg. Mais celle-ci s'est de suite déclarée en permanence. La garde bourgeoise s'est prononcée pour l'assemblée, et s'oppose à ce qu'elle siège a Brandebourg, car ce serait mettre en danger les libertés du peuple. Aux dernières dates le roi avait prononcé la dissolution de la garde bourgeoise. Les troupes de ligne venaient d'être appelées pour faire évacuer les edifices de l'assemblée que protégeaient les bourgeois. La ville avait été déclarée en état de siége ; on ne permettait pas de rassemblements dans les rues, non plus que des assemblées ; on avait défendu de poser des placards ; les clubs devaient être fermés et les membres désarmés. Le 12, l'assemblée nationale s'est réunie à 9 heures du soir, s'est nommée pour président Von Urrup, et a déclaré coupables de haute trahison tous ceux qui lui étaient opposés. Le général Wrangel (royaliste sans doute) avait 25000 hommes et 60 pièces de canon. Le 13 au soir, il n'y avait pas encore eu de collision, mais l'excitation était rendue à un haut degre.

Les Hongrois ont battu les Autrichiens dans deux rencontres.

En Angleterre, on disait que Lord Grey et Sir Wood se retiraient du ministère. — Smith O'Brien paraissait devoir être bientôt mis en liberté. On craignait de nouveaux troubles dans le Sud de l'Irlande ; il s'y était fait un rassemblement de 1500 hommes, qui avait été dispersé par les troupes ; 17 d'entre eux ont été fait prisonniers. La famine et les misères de toutes sortes continuent à régner en Irlande. — Le CHOLÉRA avait fait peu de progrès dans la grande Bretagne. Il avait diminué d'intensité ; il n'y avait plus qu'à Edimbourg où il fit quelques victimes ; encore les morts n'y sont-ils qu'au nombre de 5 à 10 par jour ! En somme, il y a tout lieu d'espérer. En France il n'avait pas encore fait son apparition. En revanche, la société était travaillée du grand mal de l'Election Présidentielle. Les deux seuls candidats sérieux étaient Louis-Napoléon et Cavaignac ; le premier continuait à avoir toutes les chances d'être élu. Quant à Cavaignac on le soupçonnait et l'on s'en défiait. On disait qu'il préparait une nouvelle insurrection dans le cas où Louis-Napoléon serait élu. Il s'allierait à Ledru Rollin, Marrast, Barbés, Raspail, Caussidière, Leroux et Cabet, afin de mettre à bas Napoléon. Paris était fort agitée ; le peuple paradait dans les rues. Cavaignac a armé les gardes nationales. — La Constitution a été proclamée ; le peuple n'a pu y être présent en foule, vû la neige qui tombait en abondance ; il n'y a pas eu de troubles en cette occasion ; Louis Napoléon s'était absenté de Paris ce jour là, pour ne pas exciter de tumulte par sa présence. Marrast a été réélu Président de l'Assemblée Nationale. Cabet a été condamné à un mois de prison, parce qu'on a trouvé 14 mousquets en sa possession. Les fonds n'avaient pas subi de hausse, et ne paraissaient pas devoir en subir avant la fin de l'Election Présidentielle.

En Allemagne, un des chefs de l'insurrection, nommé Blum, a été guillotiné.

En Prusse, le général *royaliste* Wrangel a donné 24 heures à la garde des bourgeois de Berlin pour livrer ses armes. On rapportait que la ville de Breslaw était en pleine insurrection, et que le château du comte de Brandenburg avait été incendié. Les ministres avaient été déclarés traitres par l'Assemblée Nationale à Berlin. On s'attendait d'heure en heure à une lutte entre le peuple et les troupes de ligne.

Dans le Schleswig, on craignait que les troubles ne recommençassent ; les Danois sont mécontents du gouvernement qui a été installé dans le Duché.

En Espagne, les troupes de la Reine ont défait les insurgés dans l'Aragon.

Pour l'Italie, rien de nouveau. Les Autrichiens sont encore en possession de la Lombardie, et Charles-Albert n'a pas renouvelé les hostilités.

(Une partie des nouvelles qui précèdent nous est parvenue par le Télegraphe, et l'autre partie est un abrégé d'un feuilleton extraordinaire du *Morning Chronicle* de Québec.)

ELECTIONS MUNICIPALES.

Jeudi dernier, le *Morning Courier*, dont nos lecteurs *connaissent le patriotisme*, a jeté un cri d'alarme, et ce cri est : " *conservateurs, payez vos taxes.*" La *Gazette* de Montréal a fait écho au *Courier*, et s'est mise à chanter sur le même ton. On va nous dire que ça devait être là un curieux concert ; mais pour nous, tout ce que nous pouvons dire, c'est que le public s'en passerait fort bien, et ses intérêts n'en souffriraient nullement ; loin delà. Il est en effet très impolitique et très inconvenant de venir mêler l'esprit de parti et les différents de la politique dans une affaire qui devrait leur être tout à fait étrangere. " Nous ne voyons pas, dit " avec beaucoup de bon sens le *Transcript*, ce que l'esprit de " parti a à faire dans cette matière. Nous ne voulons pas de " conservateurs ou de radicaux dans la corporation, parcequ'ils " sont conservateurs ou radicaux ; nous voulons des hommes " influents et respectables, des hommes assez indépendants " pour ne pas être contraints à des paroles et à des actes con- " traires à leur conscience, des hommes intelligents et de " bon-sens, et qui aient de la bonne volonté et la confiance " de leurs concitoyens..... Nous disons donc aux citoyens " de payer leurs taxes, non pour éliminer ou pour élire un " homme, parce qu'il est un libéral ou un conservateur (ce " qui importe peu en cette matière), mais seulement pour " éloigner ces hommes dont l'ambition consiste à figurer de- " vant le public, et qui n'ont d'autre talent que celui de ca- " joler leurs constituants par des promesses mielleuses, qu'ils " n'ont ni le désir ni le pouvoir de mettre à exécution, et " pour élire ces hommes qui feront tout en eux pour procurer " les intérets de la ville, sans s'occuper si, par là, ils secondent " ou froissent les préjugés de quelque parti politique, et qui " sont des citoyens bons, honnêtes et sans détour, et qui con- " naissent leurs devoirs et ne craignent pas de les rem- " plir."

Nous concourons parfaitement dans cette manière de voir du *Transcript*, et nous espérons que tous nos confrères sauront l'adopter. Avant de terminer, nous adressons un mot à nos concitoyens et à *tous* nos concitoyens ; c'est celui-ci :

" PAYEZ VOS TAXES."

C'et le seul moyen de pouvoir plus tard nous choisir des conseillers de ville, bons et amis de la prospérite de la cité.

CONFÉRENCES A QUÉBEC.

M. Jean Holmes, connu parmi le clergé et les hommes religieux du Canada comme un prédicateur éloquent et un prêtre instruit et vertueux, vient de commencer à Québec un cour de Conférences qu'il continuera durant tout l'Avent. Nous nous proposons de reproduire dans notre prochaine feuille la première de ces conferences que publie le *Journal de Québec*. Pour aujourd'hui nous nous contenterons de citer les quelques remarques que fait à ce sujet notre confrère de Québec :

" Cette première conférence n'est, dit-il, pour ainsi dire que l'exposé du plan de celles qui doivent la suivre, et une perspective brillante du long voyage que s'est imposé l'orateur. Etant né lui-même dans une autre croyance que celle qu'il défend aujourd'hui avec tant de bonheur, et ayant éprouvé toutes les tourmentes qui précèdent la foi dans le passage d'une croyance à une autre, il connait mieux que qui que ce soit, peut-être, les routes qui conduisent au cœur et à la conviction. Aidé de l'histoire et de la science, il se prépare à nous dérouler le vaste tableau de toutes les misères intellectuelles et de tous les combats de l'humanité se débattant entre le néant et l'avenir, doutant d'un côté et niant même par le cœur, et de l'autre se sentant, par l'intelligence et par l'instinct, entraînée vers la pensée de l'éternité. C'est un sujet sans fond et sans limites. Nous avons foi dans la force de l'orateur, et nous sommes convaincu qu'il parcourra heureusement sa course sur ce vaste océan, sur lequel il s'est lancé pour y ramasser les débris qu'y ont fait les tempêtes des passions, mères de tous les systèmes sociaux. Ces conférences ne pouvaient venir plus à propos, au moment où l'écho de la foudre, qui gronde à l'horison de l'Europe, commence à se répéter sur les rivages de l'Amérique, pour y jeter, comme par-de-là l'Atlantique, le désordre et la désolation. "

LE DÉPUTÉ RECEVEUR GÉNÉRAL.

La mort de M. Turgqund, le Député-Receveur-Général a fait dans le Bureau du Receveur une vacance, qui, *dit-on*, va être remplie par M. Bristow... M. Bristow est un homme de talents et de connaissance ; il est très capable de succéder à M. Turgqund.

On nous demande pourquoi nous ne prêchons pas en cette occasion l'économie, et pourquoi nous ne suggérons pas de donner £100 de plus au premier assistant, et de supprimer tout-à-fait la charge de Député Receveur Général. D'abord, nous devons répéter que nous ne sommes pas pour des économies